

Avant-propos

Lorsqu'on parle modèle économique alternatif, on cite régulièrement l'économie sociale. On songe moins à « sa petite sœur », l'économie solidaire. Qu'est-ce précisément que l'économie solidaire ? Que vise-t-elle ? Quelles plus-values spécifiques apporte-t-elle ? Et au-delà de la dimension économique et sociale, les initiatives qu'elle inspire ne portent-elles pas des semences de démocratie ?

Pour répondre à ces questions, Annick Page, formatrice permanente au Cefoc, prolonge une réflexion issue d'un travail en Éducation permanente. En effet, le Cefoc a organisé une formation sur le thème : « Pourquoi l'économie sociale ? Plus-value humaine ou cache-misère ? ». Tout au long de la formation, les participants ont été invités à interroger le sens de ces deux formes d'économie, en s'impliquant concrètement dans la création d'un projet. Le fruit de leurs réflexions sera croisé avec des apports théoriques sur la question.

Mots-clés : *Alternative – Démocratie – Économie – Participation*

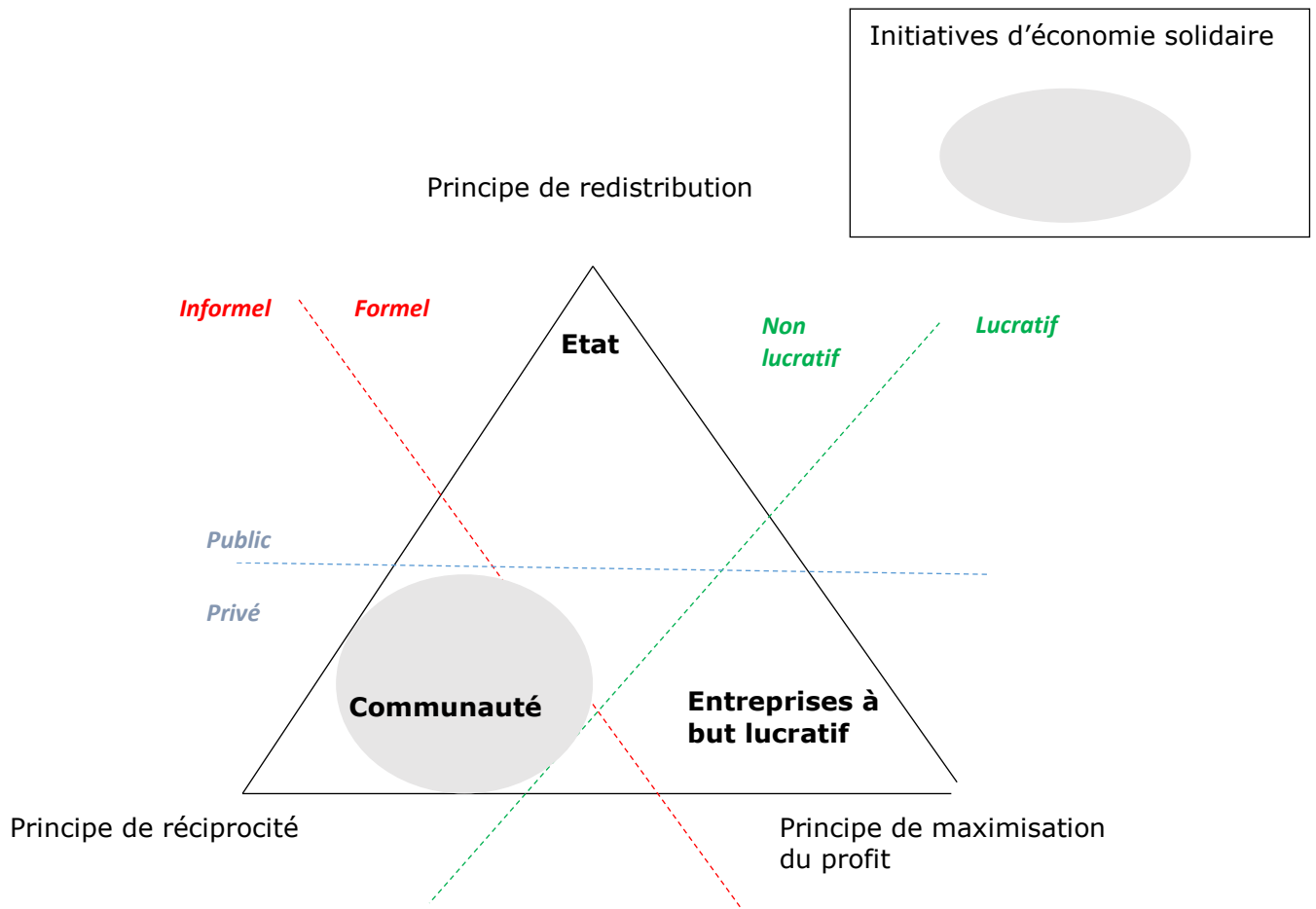
Cerner l'économie solidaire

Proche de l'économie sociale¹ et néanmoins différente à certains égards, l'économie solidaire trouve sa substance dans l'initiative citoyenne désireuse d'action et de changement dans une dimension collective et communautaire. L'éventail des activités est très large et touche de nombreux domaines. Quelques exemples non exhaustifs : la finance avec les monnaies locales, l'environnement avec les circuits courts, la lutte contre le gaspillage et les déchets avec les « repair cafés » et les « donneries » ou encore l'informatique avec les logiciels libres. Le moteur de ces projets : la communauté et les citoyens sont à la manœuvre. Les espaces se veulent accessibles à tous. Chacun, chacune peut trouver sa place et s'engager.

Le schéma ci-dessous² illustre le positionnement de l'économie solidaire au regard des acteurs économiques traditionnels, à savoir l'État et les entreprises privées.

¹ Pour en savoir plus sur l'économie sociale : le Cefoc a publié plusieurs analyses sur le sujet. Voir le site www.cefoc.be. Voir aussi les analyses de SAW-B sur www.saw-b.be.

² Inspiré de Jacques Defourny : http://farm.tudor.lu/sites/default/files/2013_EMES_JDefourny.pdf.



L'économie solidaire se situe :

- dans la zone privée car l'État n'est ni le moteur, ni l'initiateur, ni le financier. Les citoyens sont à la manœuvre du projet et s'organisent collectivement ;
- dans la zone informelle car les initiatives d'économie solidaire ne demandent pas nécessairement un statut formel, une structure bien établie et se basent plutôt sur des statuts associatifs aux diverses formes ;
- dans la zone non lucrative car, loin de rechercher la rentabilité ou une quelconque maximisation de l'éventuel profit réalisé, les projets d'économie solidaire visent des objectifs essentiellement sociaux et environnementaux.

L'économie solidaire s'inspire d'un principe de réciprocité, se revendique des valeurs de solidarité et de création de liens sociaux. Elle se base sur une volonté d'un agir démocratique dans le domaine économique. Elle met en œuvre une économie qui n'est pas uniquement liée au marché, qui ne vise pas seulement la recherche de profit mais qui prétend à la « construction d'espaces publics autonomes. »

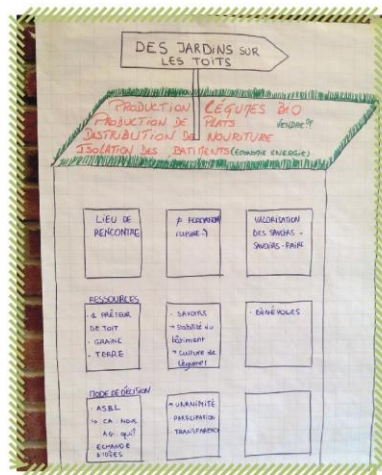
Des idées plein la tête

Au cours d'un week-end de formation organisé par le Cefoc, sur le thème : « *Pourquoi l'économie sociale ? Plus-value humaine ou cache-misère ?* », les participants ont été invités à s'impliquer dans une démarche de création d'un projet d'économie solidaire. Grâce à un travail en sous-groupes, nourri par des éclairages théoriques, ils ont imaginé et élaboré progressivement trois projets.



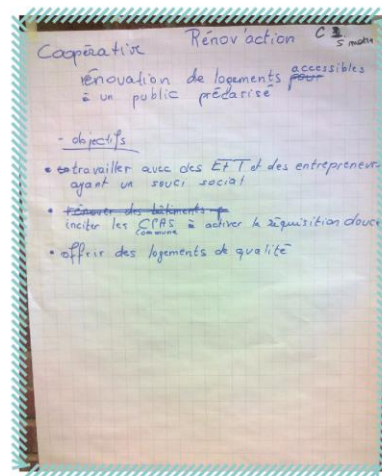
LA MARMITE REST'AURÉE

Les objectifs affichés consistaient notamment à recréer du lien, à partager des savoirs et des repas, à promouvoir le réemploi alimentaire par la gestion de restes. En moins d'une heure, les participants avaient relevé divers points essentiels au démarrage du projet : les ressources et moyens à mobiliser, le public visé, les associations et institutions susceptibles d'être concernées comme l'Afscfa ou le Plan de Cohésion Sociale, les activités à développer ou encore le matériel nécessaire au fonctionnement.



DES JARDINS SUR LES TOITS

Au départ, le projet proposait de valoriser l'espace disponible sur des toits plats pour cultiver des légumes biologiques. Combiner culture potagère et isolation énergétique d'un bâtiment peut relever d'une gageure. Et pourtant, les « créateurs » du projet se sont soigneusement attelés à trouver réponse aux différents questionnements : quelle utilité sociale ? Comment choisir le bâtiment ? Quelle structure légale adopter ? S'appuyer sur du bénévolat ou des emplois rémunérés ? Une des motivations du groupe : l'envie de créer une force de résistance et d'aider les gens à se remettre debout.



RÉNOV'ACTION

Afin de lutter contre la crise du logement, la coopérative Rénov'Action se donnait pour mission de rénover des logements et de les rendre accessibles à un public précarisé. Le projet mettait l'accent entre autres sur la coopération avec d'autres entreprises d'économie sociale comme les Entreprises de Formation par le Travail, sur la création d'emplois non délocalisables ainsi que sur les relations avec la population locale. La question, très actuelle, de la réquisition possible des logements vides a permis au groupe de s'appuyer sur une réalité concrète dans l'élaboration de sa coopérative.

En quoi ces différents projets relèvent-ils de l'économie solidaire ? Ce qui est intéressant dans la démarche des sous-groupes, c'est qu'ils partent de la question : à quels besoins la société ne répond-elle pas (ou pas suffisamment, pas pertinemment) et que pouvons-nous y faire ? La réflexion a donc pour point de départ la réponse à des besoins existentiels des citoyens plutôt que la recherche d'une « niche », d'un secteur où le profit serait intéressant.

Le travail a également permis de mettre en évidence des conditions importantes pour des projets d'économie solidaire, à savoir :

- une condition de nécessité : on vise à répondre à des besoins non satisfaits (payer moins cher son alimentation, sortir de son isolement, lutter contre le gaspillage...) ;
- une condition d'identité collective et de communauté de destin : en plus d'avoir un même besoin, plusieurs personnes ont des valeurs communes et se mettent ensemble pour inventer une réponse collective plutôt qu'individuelle.

Les différents sous-groupes ont réfléchi ensuite à la manière de pérenniser leur projet. Pour cela, il a fallu se pencher sur des questions plus précises, plus pratiques : faut-il qu'il y ait des emplois rémunérés en jeu ? Faut-il une structure juridique dès le départ ? Quelles sont les contraintes légales ? Quelles stratégies mettre en place pour se faire connaître ?

Ce processus a permis aux participants d'approcher et d'expérimenter une dynamique de participation. Réfléchir, discuter, échanger et décider ensemble constituent des éléments essentiels à l'émergence et au développement des projets d'économie solidaire. De là à sauter le pas vers une démocratisation de l'économie, pourquoi pas ?

L'économie solidaire, semence de démocratisation de l'économie ?

On aurait tendance à croire que l'économie solidaire joue un rôle essentiellement palliatif, c'est-à-dire qu'elle permettrait de répondre aux manques du système économique dominant en prenant en charge des activités que le « privé » considère comme peu ou pas rentables, en favorisant l'occupation de personnes éloignées de l'emploi ou en fournissant aux citoyens un semblant de sentiment de participation. Cependant, est-il si insensé de se poser la question des liens entre économie solidaire et démocratie ? En quoi ce type d'économie peut aider à redynamiser une démocratie, tellement décriée aujourd'hui ?

La démocratie à l'interne

L'économie solidaire donne l'occasion aux personnes de redécouvrir, au sein du projet-même, les fondements d'une « démocratie substantielle »³. Une sorte de laboratoire où se construit un espace partagé et discuté. Les valeurs d'égalité et de liberté croisent les idées de processus, de pouvoir décisionnel pour tous et de dépassement du conflit. La démarche invite à (re)découvrir ce qui fait démocratie, à expérimenter le « rôle » de citoyen dans une dimension large, bien au-delà du seul fait de pouvoir voter.

Les participants au week-end de formation du Cefoc ont très justement relevé des plus-values qui rejoignent cette idée. La démarche aura permis de :

- (re)devenir acteur, se remettre debout et avoir un regard positif sur soi ;
- changer leur regard, se remettre en question ;
- compléter leurs connaissances et leurs compétences, avoir une vision globale ;
- expérimenter une dynamique collective et recréer du lien social ;
- percevoir la force du groupe ;
- participer aux décisions.

La démocratie à l'externe

Cependant, il serait réducteur de limiter le rôle de l'économie solidaire à ce seul aspect. Le sociologue et économiste Jean-Louis Laville affirme que ces initiatives « dépassent donc une fonction palliative pour alimenter une réflexion sur la nature du lien social et les finalités de l'échange économique »⁴. Elena Lasida parle même de « mouvance radicale qui voit dans l'économie solidaire le paradigme d'un système économique alternatif à celui de l'économie de marché »⁵.

Les participants à la formation du Cefoc ne s'y sont pas trompés : ils ont souligné leur volonté de changement :

- en favorisant l'accès à des emplois locaux (projet ancré localement, non délocalisable) ;
- en créant une alternative par rapport au système dominant ;
- avec l'objectif de faire bouger le modèle actuel de société ;
- vers une mobilisation plus éthique des moyens, une utilisation de l'épargne privée (« on sait où va notre argent », en orientant d'éventuels subsides publics vers des besoins collectifs ;
- pour faire émerger une force de résistance et des lieux de solidarité.

³ À côté de la « démocratie substantielle », SAW-B parle de « démocratie formelle », faisant référence au régime politique et aux institutions qui y sont liées. SAW-B, *Démocratisons l'économie ! Pratiques et utopies*, Monceau-sur-Sambre, Éd. Les dossiers de l'économie sociale, 2007, pp.18-19.

⁴ J.-L. LAVILLE, *L'économie sociale et solidaire. Pratiques, théories, débats*, Paris, Coll. Points Économie, Éditions du Seuil, 2010, p.323.

⁵ E. LASIDA, *L'économie solidaire : une manière nouvelle de penser l'économie*, L'Encyclopédie du Développement Durable, Éditions des Récollets, n° 63, mars 2008, p.5.

SAW-B⁶ retient que « *démocratiser l'économie, c'est faire prévaloir l'essence de la démocratie dans la gestion de la sphère économique et dans ses interactions avec les autres sphères de la société. C'est utiliser la délibération collective pour négocier ses propres normes, en faveur de l'intérêt général, pour assurer l'égalité et la liberté des citoyens (et donc aussi des travailleurs, consommateurs ...)* ». Même si cela ne présage pas de la manière de mettre en pratique ce concept, on relève une volonté de participation, de réflexion et de décision collectives.

Une double dimension mérite d'être soulignée⁷ :

1. d'une part, la dimension **économique** : l'économie ne se résume pas au marché : il y a hybridation des ressources (monétaire marchand, monétaire non-marchand et non-monnaire non-marchand). L'économie solidaire permet aussi de sortir de l'hégémonie des banques et de redonner à l'argent sa vraie valeur, à savoir circuler pour répondre à des besoins sans viser une capitalisation ;
2. d'autre part, la dimension **politique** : le politique ne se résume pas aux institutions. La démocratie, c'est aussi la construction collective d'espaces publics autonomes (débat sur les demandes sociales et finalités poursuivies, co-construction de l'offre et de la demande et des politiques publiques).

En conclusion

Dans une société où l'économique englobe le social et le politique, l'économie solidaire, à l'instar de l'économie sociale, pourrait s'affirmer comme un acteur de changement et redonner à la démocratie un rôle bien plus large que celui qu'on lui donne aujourd'hui, à savoir un rôle essentiellement formel et au service du système économique dominant. L'économie solidaire est une opportunité pour les citoyens de reprendre une place dans le processus de développement de la société. Participation, engagement, échanges et débats, prise de décisions, recherche de bien-être de la collectivité, réinvestissement des espaces communs et publics sont autant de postures à la portée de chacun, chacune.

L'économie solidaire montre que d'autres manières de penser et faire économie sont possibles. Loin de la définition classique du terme « économie » (à savoir l'ensemble des activités relatives à la production, la distribution et la consommation des biens et des services), l'économie solidaire redonne aux citoyens une puissance d'agir et à la démocratie une place significative dans la société au service de tous et par tous.

Rééquilibrer l'importance des dimensions politique, sociale et économique dans notre société, voilà qui constitue pour l'économie solidaire un défi des plus intéressants !

Annick PAGE,
Formatrice permanente au Cefoc

⁶ SAW-B, *Démocratisons l'économie ! Pratiques et utopies*, Monceau-sur-Sambre, Éd. Les dossiers de l'économie sociale, 2007, p.26.

⁷ Q. MORTIER, *Les associations comme résistance et riposte au néolibéralisme*, SAW-B, 2015.

Pour aller plus loin

Laurent FRAISSE, *Économie solidaire et démocratisation de l'économie*, Hermès, La Revue, 2/2003, n°36, pp.137-145.

Elena LASIDA, *L'économie solidaire : une manière nouvelle de penser l'économie*, L'Encyclopédie du Développement Durable, Éditions des Récollets, n°63, mars 2008.

Jean-Louis LAVILLE, *L'économie sociale et solidaire. Pratiques, théories, débats*, Coll. Points Économie, Paris, Éditions du Seuil, 2010.

SAW-B, *Démocratisons l'économie ! Pratiques et utopies*, Monceau-sur-Sambre, Éd. Les dossiers de l'économie sociale, 2007.

Pour travailler cette question en groupe

Au départ des connaissances de chacun, imaginer un projet d'économie sociale ou solidaire à partir de trois questions.

Vous êtes quelques amis qui avez envie de lancer un projet d'économie sociale ou solidaire.

1^{ère} séquence : qu'allez-vous choisir comme projet ?

Quatre points au moins méritent d'être abordés :

- l'utilité sociale : à quel(s) besoin(s) voulez-vous répondre ? Pour quel public ?
- la question des ressources : avec quels moyens pensez-vous démarrer ?
- le mode de décision : qui fait quoi ? Comment se prennent les décisions ?
- quelles questions ce projet vous pose ?

2^{ème} séquence : le groupe élabore une affiche qui présente le projet à partir des trois questions, pour le défendre devant un « jury » (jeu de rôle).

3^{ème} séquence : quelle plus-value humaine voulez-vous apporter à travers ce type de projet, par rapport ou en opposition à l'économie classique dominante ?